

Transports aériens

C'est là un élément fondamental de toute politique aérienne canadienne que le gouvernement actuel a littéralement oublié et notre gouvernement corrigerait cette situation. Il favoriserait la plus grande intégration possible entre les services aériens et l'industrie aéronautique. Le gouvernement n'a aucune politique permettant à l'industrie aéronautique de profiter de toute expansion de l'industrie du transport aérien au Canada. Nous allons mettre au point une telle politique. Quand notre parti sera invité à former le gouvernement après les prochaines élections, il fera de cette politique une de ses priorités.

Entre autres choses, il encouragera l'utilisation maximale des appareils ADAC, comme le Dash-7, pour desservir les parcours locaux. Toute intensification de la concurrence favorisera ce genre d'exploitation. Sans compter que conformément aux vœux de l'Association des industries aériennes, nous contribuerons à mettre en place l'infrastructure nécessaire à ce type de services dans les aéroports régionaux au lieu de gaspiller l'argent des contribuables en construisant des énormités non rentables comme l'aéroport de Mirabel.

Voilà quelles seront les grandes lignes de notre politique aérienne nationale, politique fondée sur la concurrence, sur la responsabilité qui incombe au gouvernement du Canada de définir des règles et non pas d'intervenir spontanément rien que pour répondre à son désir de tout contrôler dans le secteur privé.

Nous savons bien que la merveilleuse épopée de l'industrie du transport aérien au Canada, déjà ancienne, a été écrite par bien des personnes à l'esprit innovateur et entreprenant. Je me suis récemment rendu, en compagnie d'un de mes collègues, à Gander à Terre-Neuve. J'ai pu visiter le musée de l'aéroport de Gander, occasion qui est refusée à la plupart des Canadiens, étant donné que ce gouvernement en a fermé les portes. Par parenthèse, monsieur l'Orateur, les députés seront peut-être curieux d'apprendre qu'il n'est ouvert qu'aux visiteurs étrangers et qu'à moins d'avoir une autorisation spéciale ou d'être le chef de l'opposition, les citoyens canadiens, pour une raison connue seulement du ministre, n'y sont pas admis. Le gouvernement a décidé de fermer ce musée, témoin du passé de notre pays et d'empêcher les citoyens canadiens d'en profiter.

Certaines des salles sont très intéressantes. Terre-Neuve est située à l'extrême est du continent nord-américain, c'est pourquoi son histoire est étroitement liée aux premiers vols transatlantiques. Une grande partie des grands événements de l'aviation sur ce continent, ont eu lieu dans cette province et sur ses côtes. Les objets exposés m'ont rappelé qu'en tout temps, l'industrie et les spécialistes de l'aéronautique au Canada s'étaient montrés très novateurs. On se rend compte alors de leur imagination fertile, de leur volonté à affronter les risques et à les surmonter.

Ceux d'entre nous qui viennent de régions différentes du pays, et assurément ceux qui respectent l'industrie privée, savent que les Canadiens travaillant dans les compagnies aériennes régionales et privées et, d'ailleurs, bon nombre des gestionnaires d'Air Canada, perpétuent ce sens de l'innovation, cette capacité à imaginer et à bâtir. Le problème, c'est que l'industrie doit se débrouiller en tâtonnant parce que le gouvernement n'a pas mis au point une politique aérienne nationale. Tous les Canadiens en souffrent parce que les billets coûtent

plus cher, les services sont insuffisants et les lignes aériennes du Canada n'exploitent pas toutes les possibilités qui leur sont offertes pour profiter de l'industrie de la fabrication canadienne.

● (1542)

Tout cela est attribuable au gouvernement actuel. C'est l'une des choses que nous avons l'intention de changer quand nous prendrons le pouvoir. C'est cet échec que la motion et le débat visent à signaler à l'attention du gouvernement et à faire connaître au peuple canadien afin qu'il sache qu'il n'aura pas à endurer longtemps encore l'incompétence et le refus continu du gouvernement et du ministre pour ce qui est d'établir une politique aérienne nationale.

Des voix: Bravo!

M. McRae: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Le chef de l'opposition (M. Clark) accepte-t-il que je lui pose une question?

M. Clark: Certainement.

M. McRae: Le chef de l'opposition a déclaré dans son discours qu'il prévoyait certaines difficultés si Air Canada continuait à assurer le service à certains endroits du nord de l'Ontario et, qu'il s'opposait à cette idée. Le chef de l'opposition a-t-il pour politique de supprimer le service d'Air Canada à North Bay, à Sudbury, à Sault-Sainte-Marie, à Timmins et à Thunder Bay, qui sont les seuls endroits qu'Air Canada dessert dans le nord de l'Ontario?

M. Clark: Monsieur l'Orateur, je dois dire que cette question est caractéristique des tentatives de plus en plus nombreuses des députés d'en face de semer la peur, la confusion et la même la haine chez les Canadiens . . .

[Français]

. . . dans les deux langues officielles, et peut-être en particulier les députés du Nouveau-Brunswick qui parlent de temps à autre à la Chambre des communes. Mais . . .

[Traduction]

. . . pour répondre directement à la question posée par le député, nous voudrions fournir aux habitants du nord de l'Ontario une gamme beaucoup plus vaste de services aériens qu'à l'heure actuelle, et renforcer les transporteurs régionaux et locaux pour leur permettre de desservir non seulement les centres importants du nord de l'Ontario, mais aussi les petites villes. C'est tout à fait possible, mais uniquement si l'on change la façon dont le gouvernement envisage les services fournis par les transporteurs régionaux et locaux au Canada. Notre parti considère ce changement comme essentiel et nous accorderons toute la priorité voulue à cette question quand nous formerons le nouveau gouvernement.

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports et ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, je suis redevable au député de Fort William (M. McRae) d'avoir posé cette question au chef de l'opposition (M. Clark). Comme tout le monde l'a remarqué, il n'y a pas répondu. Il a dit souhaiter qu'Air Canada abandonne certaines routes dans le nord et le sud-ouest de l'Ontario. Comme il a refusé de répondre à cette question précise, il désire, semble-t-il, qu'elle abandonne des routes, mais dans aucun cas précis. Les localités intéressées tiennent à conserver les services d'Air Canada, ce qui a très souvent empêché la compagnie de céder ces routes aux transporteurs